

113

No. 1

MANIFESTE

DE

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE

DES TRAVAILLEURS

SUIVI

DU RÈGLEMENT PROVISOIRE.

Prix : 10 centimes.

BRUXELLES,

ALLIANCE TYPOGRAPHIQUE. — M.-J. POOT ET COMPAGNIE,
Rue aux Choux, 55 1^o.

1866

A Monsieur

*Correspondant de l'Association internationale des
Travailleurs,*

à

MANIFESTE

DE

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS (1).



Ouvriers,

C'est un fait très-remarquable que la misère des masses travailleuses n'a pas diminué de 1848 à 1864, et pourtant cette période défie toute comparaison pour le développement de l'industrie et l'accroissement du commerce. En 1850, un organe modéré de la bourgeoisie (2) anglaise, très-bien informé d'ordinaire, prédisait que si l'exportation et l'importation de l'Angleterre s'élevaient de 50 pour cent, le paupérisme tomberait à zéro. Hélas ! le 7 avril 1864 le chancelier de l'échiquier charmait son auditoire parlementaire en lui annonçant que le commerce anglais d'importation et d'exportation était monté en 1863 « à 443,955,000 livres sterling (11,098,75,000 fr.), somme étonnante qui surpasse presque des deux tiers le commerce de l'époque relativement récente de 1843. » Mais en même temps il parlait éloquentement de la « misère. » « Songez, s'écria-t-il, à ceux qui vivent sur le bord de cette horrible région. » Avec non

(1) Ce manifeste, dû à la plume d'un socialiste allemand éminent, membre du Conseil central de Londres, a été publié, en anglais, il y a dix-huit mois, à la suite du meeting où a été fondée l'Association internationale.

Nous avons pensé que nos lecteurs seraient heureux de le connaître.

(Note du traducteur.)

(2) Le manifeste dit : « middle-class », littéralement : classe moyenne. Mais cette expression, dans la plupart des pays du continent, n'a pas le même sens qu'en Angleterre. En France, l'ouvrier affranchi du salariat, celui qui travaille à son compte, appartient, comme le boutiquier, à la classe moyenne.

La classe moyenne en Angleterre, c'est plutôt la bourgeoisie capitaliste ou rentière, qui, dans les pays où n'existe plus l'aristocratie héréditaire et privilégiée, est devenue la classe supérieure.

(Note du traducteur.)

moins d'éloquence il parlait des salaires qui n'augmentaient point, de la vie humaine « qui dans neuf cas sur dix n'est qu'une lutte pour l'existence. »

Encore ne disait-il rien des Irlandais que remplacent graduellement les machines dans le Nord, les troupeaux de moutons dans le Sud, quoique les moutons eux-mêmes diminuent dans ce malheureux pays, moins rapidement, il est vrai, que les hommes. Il ne répétait pas ce que venaient de dévoiler, dans un accès soudain de terreur, les représentants les plus élevés des « dix mille supérieurs » (1).

Lorsque la panique des garrotteurs atteignit un certain degré, la chambre des lords fit faire une enquête et un rapport sur la transportation et la servitude pénale. Le meurtre fit ainsi son apparition et tint sa place dans le volumineux Livre bleu de 1863 et il fut alors prouvé, par faits et chiffres officiels, que les pires des criminels condamnés, les forçats de l'Angleterre et de l'Écosse, travaillaient beaucoup moins et étaient beaucoup mieux nourris que les travailleurs agricoles des mêmes pays.

Mais ce n'est pas tout.

Quand la guerre d'Amérique eut jeté sur le pavé les ouvriers des comtés de Lancaster et de Chester, la même chambre des lords envoya un médecin dans les provinces manufacturières, en le chargeant de rechercher la quantité minimum de carbone et d'azote, administrable sous la forme la plus simple et la moins chère, qui pût suffire en moyenne « à prévenir la mort d'inanition. » Le docteur Smith, le médecin délégué, trouva que 28,000 grains de carbone et 1,330 grains d'azote par semaine étaient nécessaires, en moyenne, à un adulte, rien que pour le garantir de la mort d'inanition, et de plus il trouva que cette quantité n'était pas fort éloignée de la maigre nourriture à laquelle l'extrême détresse venait de réduire les ouvriers colonniers.

Mais écoutez encore. Le même savant médecin fut un peu

(1) *The upper ten thousand.* Cette expression toute anglaise s'emploie très-fréquemment et s'applique tout naturellement à la classe aristocratique.

plus tard délégué de nouveau par le département médical du Conseil Privé, afin d'examiner la nourriture des classes travailleuses les plus pauvres. Le *Sixième rapport sur l'état de la santé publique*, publié par l'ordre du Parlement dans le courant de cette année (1864), contient le résultat de ses recherches. Qu'a découvert le docteur ? Que les tisseurs en soie, les couturières, les gantiers, les tisserands de bas, etc., ne recevaient pas toujours, en moyenne, la misérable pitance des ouvriers cotonniers, pas même la quantité de carbone et d'azote « suffisant à prévenir la mort d'inanition. »

« En outre, » nous citons textuellement le rapport, « l'examen de l'état des familles agricoles a démontré que plus du cinquième d'entre elles est réduit à une quantité moins que suffisante d'aliments carboniques, et plus du tiers à une quantité moins que suffisante d'aliments azotés ; que dans les comtés de Berks, d'Oxford et de Somerset, l'insuffisance des aliments azotés est, en moyenne, le régime local. Il ne faut pas oublier, ajoute le rapport officiel, que la privation de nourriture n'est supportée qu'avec répugnance, et qu'en règle générale le manque de nourriture suffisante n'arrive jamais que précédé de bien d'autres privations. La propreté même est regardée comme une chose très-chère et difficile, et quand le respect de soi-même s'efforce de l'entretenir, chaque effort de la sorte est nécessairement payé par un surcroît des tortures de la faim. Ce sont des réflexions d'autant plus douloureuses, qu'il ne s'agit pas ici de la misère méritée par la paresse, mais, dans tous les cas, de la détresse d'une population travailleuse. En fait, le travail qui n'assure qu'une si maigre pitance est pour le plus grand nombre excessivement prolongé. »

Le rapport dévoile ce fait étrange et même inattendu : « que de toutes les parties du Royaume-Uni, » c'est-à-dire l'Angleterre, le pays de Galles, l'Écosse et l'Irlande, « c'est la population agricole de l'Angleterre, » précisément de la partie la plus opulente, « qui est incontestablement le plus mal nourrie, » mais que même les plus pauvres laboureurs des comtés de Berks, d'Oxford et de Somerset sont beau-

coup mieux nourris que la plupart des ouvriers en chambre de l'Est de Londres.

Telles sont les données officielles publiées par ordre du Parlement, en 1864, dans le millénaire du libre-échange, au moment même où le chancelier de l'échiquier racontait à la chambre des communes « que la condition des ouvriers anglais s'est améliorée, en moyenne, d'une manière si extraordinaire, que nous n'en connaissons point d'exemple dans l'histoire d'aucun pays, ni d'aucun âge. » De quel son discordant ces exaltations officielles sont percées par une brève remarque du non moins officiel rapport sur l'état de la santé publique : « La santé publique d'un pays signifie la santé de ses masses, et il est presque impossible que les masses soient bien portantes, si elles ne jouissent pas jusqu'au plus bas de l'échelle sociale, au moins, de la plus modeste prospérité. »

Ebloui par le « Progrès de la Nation (1) » le chancelier de l'Échiquier voit danser devant ses yeux les chiffres de ses statistiques. C'est avec un accent de véritable extase qu'il s'écrie : — « De 1842 à 1852, le revenu imposable du pays s'est accru de 6 p. c.; dans les huit années de 1853 à 1864, il s'est accru de 20 p. c.; c'est un fait si étonnant qu'il est presque incroyable!... Cette enivrante augmentation de richesses et de puissance, » ajoute M. Gladstone, « est exclusivement restreinte à ceux qui possèdent. »

Si vous voulez savoir à quelles conditions de santé perdue, de morale flétrie et de ruine intellectuelle, cette *enivrante augmentation de richesses et de puissance, exclusivement restreinte aux classes qui possèdent*, a été et est produite par les classes laborieuses, examinez la peinture qui est faite des ateliers de tailleurs, d'imprimeurs et de modistes, dans le dernier Rapport sur l'état de la santé publique! Comparez le *Rapport de la commission pour examiner le travail des enfants*, où il est constaté, par exemple, que « la classe des potiers, hommes et femmes, présente une population très-dégénérée, tant sous le rapport physique que sous le

(1) C'est un chapitre spécial du Livre bleu chaque année.

rapport intellectuel; » que « les enfants infirmes deviennent ensuite des parents infirmes; » que « la dégénération de la race en est une conséquence absolue; » que « la dégénération de la population du comté de Stafford serait beaucoup plus avancée, n'était le recrutement continué des pays adjacents et les mariages mixtes avec des races plus robustes. » Jetez un coup d'œil sur le Livre bleu de M. Tremmenheere, *Griefs et plaintes des journaliers boulangers*. Et qui n'a pas frissonné en lisant ce paradoxe des inspecteurs des fabriques, certifié par le Registrar General, d'après lequel la santé des ouvriers du comté de Lancaster s'est améliorée considérablement, quoiqu'ils soient réduits à la plus misérable nourriture, parce que le manque de coton les a chassés des fabriques cotonnières; que la mortalité des enfants a diminué, parce qu'enfin il est permis aux mères de leur donner, au lieu du cordial de Godfrey, leurs propres mamelles.

Mais retournez encore une fois la médaille ! Le Tableau de l'impôt des revenus et des propriétés, présenté à la chambre des communes le 20 juillet 1864, nous apprend que du 5 avril 1852 au 5 avril 1863, treize personnes ont grossi les rangs de ces heureux de la terre, dont les revenus annuels sont évalués par le collecteur des impôts à 50,000 l. st. (4,250,000 fr.) et plus, car leur nombre est monté, dans une seule année, de 67 à 80 (1). Le même Tableau dévoile le fait curieux que 3,000 personnes, à peu près, partagent entre elles un revenu annuel d'environ 25,000,000 de liv. sterl. (750,000,000 fr.), plus que la somme totale distribuée annuellement entre tous les laboureurs de l'Angleterre et du pays de Galles. Ouvrez le registre du cens de 1861 et vous trouverez que le nombre des propriétaires terriens en Angleterre et dans le pays de Galles, s'est réduit de 16,934 en 1851, à 15,066 en 1861; qu'ainsi la concentration de la propriété territoriale s'est accrue en dix années de 41 p. c. Si la concentration de la propriété foncière dans la main d'un petit nombre suit tou-

(1) Le marquis de Westminster a un revenu annuel de 800,000 liv. st. (20,000,000 fr.).

jours le même progrès, la question territoriale deviendra singulièrement simplifiée, comme elle l'était dans l'empire romain, quand Néron grinça des dents (1), à la nouvelle que la moitié de la province d'Afrique était possédée par six chevaliers.

Nous nous sommes appesantis sur ces « faits si étonnants, qu'ils sont presque incroyables, parce que l'Angleterre est à la tête de l'Europe commerciale et industrielle. Rappelez-vous qu'il y a quelques mois à peine un des fils réfugiés de Louis-Philippe félicitait publiquement le travailleur agricole anglais de la supériorité de son sort, sur celui moins prospère de ses camarades de l'autre côté de la Manche. En vérité, si nous tenons compte de la différence des circonstances locales, nous voyons les faits anglais se reproduire sur une plus petite échelle dans tous les pays industriels et progressifs du continent. Depuis 1848, un développement inouï de l'industrie et une expansion inimaginable des exportations et des importations a eu lieu dans ces pays. Partout « l'augmentation de richesses et de puissance exclusivement restreinte aux classes qui possèdent, » a été réellement « enivrante. » Partout, comme en Angleterre, une petite minorité de la classe ouvrière a obtenu réellement une petite augmentation de salaire ; mais, dans la plupart des cas, la hausse monétaire des salaires ne dénotait pas plus l'accroissement du bien-être des salariés, que l'élévation du coût de l'entretien des pensionnaires dans l'hôpital des pauvres ou dans l'asile des orphelins de la métropole, de 7 liv. 7 sh. 4 p., en 1852, à 9 liv. 15 sh. 8 p., en 1862, ne leur bénéficia et n'augmente leur bien-être. Partout la grande masse des classes laborieuses descendait toujours plus bas, dans la même proportion au moins, que celles qui sont au-dessus d'elle montaient plus haut sur l'échelle sociale. Dans tous les pays de l'Europe — c'est devenu actuellement

(1) Le mot « grind » veut dire non-seulement grincer des dents, mais indique encore la férocité du sourire. Néron, en tuant ces sangsues gorgées d'or, éprouva une joie féroce, car il trouva ainsi le moyen de remplir les coffres de l'Etat, qui se vidaient à mesure que la propriété foncière se concentrait. (Note du traducteur.)

une vérité incontestable à tout esprit impartial, et déniée par ceux-là seulement dont l'intérêt consiste à promettre aux autres monts et merveilles—ni le perfectionnement des machines, ni l'application de la science à la production, ni la découverte de nouvelles communications, ni les nouvelles colonies, ni l'émigration, ni la création de nouveaux débouchés, ni le libre-échange, ni toutes ces choses ensemble ne sont en état de supprimer la misère des classes laborieuses; au contraire, tant que la base fautive d'à présent existera, chaque nouveau développement de la force productive du travail creusera nécessairement un abîme plus large et plus profond entre les différentes classes et fera ressortir davantage l'antagonisme social.

Durant cette enivrante époque de progrès économique, la mort d'inanition s'est élevée à la hauteur d'une institution sociale dans la métropole britannique. Cette époque est marquée, dans les annales du monde, par les retours accélérés, par l'étendue de plus en plus vaste et par les effets de plus en plus meurtriers de la peste sociale, appelée : *la crise commerciale et industrielle*.

Après la défaite des révolutions de 1848, toutes les associations et tous les journaux politiques des classes ouvrières furent écrasés, sur le continent, par la main brutale de la force; les plus avancés parmi les fils du travail s'enfuirent désespérés de l'autre côté de l'Océan, aux États-Unis, et les rêves éphémères d'affranchissement s'évanouirent devant une époque de fièvre industrielle, de marasme moral et de réaction politique.

Dû en partie à la diplomatie anglaise, qui agissait alors comme maintenant dans un esprit de solidarité fraternelle avec le cabinet de Saint-Petersbourg, l'échec de la classe ouvrière continentale répandit bientôt ses effets contagieux de ce côté de la Manche. La défaite de leurs frères du continent, en faisant perdre aux ouvriers anglais toute virilité, toute foi dans leur propre cause, rendait en même temps au seigneur de la terre et au seigneur de l'argent, au propriétaire et au capitaliste, leur confiance quelque peu ébranlée. Ils retirèrent insolemment les concessions déjà annoncées.

La découverte de nouveaux terrains aurifères amena une immense émigration et creusa un vide irréparable dans les rangs du prolétariat de la Grande-Bretagne. D'autres parmi ses membres les plus actifs jusque-là furent séduits par l'appât temporaire d'un travail plus abondant et de salaires plus élevés et devinrent ainsi des « noirs politiques » (1).

En vain essaya-t-on d'entretenir ou de réformer le mouvement chartiste, tous les efforts échouèrent complètement. Dans la presse les organes de la classe ouvrière moururent l'un après l'autre de l'apathie des masses et, en fait, jamais l'ouvrier anglais n'avait paru accepter si entièrement sa nullité politique.

Donc, s'il n'y avait pas eu solidarité d'action entre la classe ouvrière de la Grande-Bretagne et celle du continent, il y avait en tout cas entre elles solidarité de défaite.

Cependant cette période écoulée depuis les Révolutions de 1848 a eu aussi ses compensations. Nous n'indiquerons ici que deux faits très-importants.

Après une lutte de trente années, soutenue avec la plus admirable persévérance, la classe ouvrière anglaise, profitant d'une brouille momentanée entre les maîtres de la terre et les maîtres de l'argent, réussit à enlever le bill des dix heures.

Les immenses bienfaits physiques, moraux et intellectuels qui en résultèrent pour les ouvriers des manufactures ont été enregistrés dans les rapports bisannuels des inspecteurs des fabriques, et de tous côtés on se plaît maintenant à les reconnaître. La plupart des gouvernements continentaux furent obligés d'accepter la loi anglaise dans les manufactures, sous une forme plus ou moins modifiée, et le Parlement anglais est lui-même chaque année forcé d'étendre et d'élargir le cercle de son action.

Mais à côté de son utilité pratique, il y avait dans la loi certains autres caractères bien faits pour en rehausser le merveilleux succès. Par l'organe de ses oracles les plus connus, tels que le docteur Ure, le professeur Senior et autres

(1) On appelle ainsi, en anglais, l'homme qui trahit ses principes et est infidèle à sa cause.

philosophes de cette trempe, la bourgeoisie avait prédit et, à sa grande satisfaction, démontré que toute intervention de la loi pour limiter les heures de travail devait sonner le glas de l'industrie anglaise qui, semblable au vampire, ne pouvait vivre que de sang, et du sang des enfants, elle aussi. Jadis le meurtre d'un enfant était un rite mystérieux de la religion de Moloch, mais on ne le pratiquait qu'en des occasions très-solennelles, une fois par an peut-être, et encore Moloch n'avait-il pas de penchant exclusif pour les enfants du pauvre.

Ce qui, dans cette question de la limitation légale des heures de travail, donnait au conflit un véritable caractère d'acharnement et de fureur, c'est que, sans parler des terreurs de l'avarice, la question engagée soulevait de nouveau et décidait même en partie la grande querelle entre la loi aveugle de l'offre et la demande, qui est toute l'économie politique de la classe bourgeoise, et la production sociale contrôlée et régie par la prévoyance sociale, qui constitue l'économie politique de la classe ouvrière.

Le bill des dix heures ne fut donc pas seulement un succès pratique ; ce fut aussi le triomphe d'un principe : pour la première fois, au grand jour, l'économie politique de la bourgeoisie avait été battue par l'économie politique de la classe ouvrière.

Mais il était réservé à l'économie politique du Travail de remporter bientôt un triomphe plus complet encore sur l'économie politique du Capital. Nous voulons parler du mouvement coopératif et surtout des manufactures coopératives créées par l'initiative isolée de quelques « bras » entreprenants. La valeur de ces grandes expériences sociales ne saurait être surfaite. Elles ont montré par des faits, non plus par de simples arguments, que la production sur une grande échelle et au niveau des exigences de la science moderne pouvait se passer d'une classe de patrons employant une classe de bras ; elles ont montré qu'il n'était pas nécessaire à la production de la richesse que l'instrument de travail fût monopolisé et servit ainsi d'instrument de domination et d'extorsion contre le travailleur lui-même ; elles ont montré que, comme le travail esclave, comme le

travail serf, le travail salarié n'était qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé apportant à sa tâche un bras ferme, un esprit dispos, un cœur joyeux. En Angleterre, c'est Robert Owen qui jeta les germes du système coopératif : les entreprises des ouvriers, tentées sur le continent, ne furent en fait que la réalisation pratique des théories, non découvertes, mais hautement proclamées en 1848.

En même temps l'expérience de cette période (1848 à 64) a prouvé jusqu'à l'évidence que, si excellent qu'il fût en principe, si utile qu'il se montrât dans l'application, le travail coopératif limité étroitement aux efforts accidentels et particuliers des ouvriers, ne pourra jamais arrêter le développement, en proportion géométrique, du monopole, ni affranchir les masses, ni même alléger un tant soit peu le fardeau de leurs misères. C'est peut-être précisément le motif qui a décidé de grands seigneurs spécieux, des philanthropes bourgeois et même des économistes pointus à accabler tout à coup d'éloges affadissants ce système coopératif qu'ils avaient en vain essayé d'écraser, lorsqu'il venait à peine d'éclorre, ce système coopératif qu'ils représentaient alors d'un ton railleur comme une utopie de rêveur, ou qu'ils anathématisaient comme un sacrilège de socialiste.

Pour affranchir les masses travailleuses, la coopération doit atteindre un développement national et, par conséquent, être soutenu et propagé par des moyens nationaux. Mais les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs privilèges économiques. Bien loin de pousser à l'émancipation du travail, ils continueront à y opposer le plus d'obstacles possibles. Qu'on se rappelle avec quel dédain lord Palmerston rembarra les défenseurs du bill sur les droits des tenanciers irlandais, présenté pendant cette session (1864) : « La Chambre des Communes, s'écria-t-il, est une chambre de propriétaires fonciers ! »

La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. Elle semble l'avoir compris, car en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, on a vu renaître en même temps ces aspirations

communes, et en même temps aussi des efforts ont été faits pour réorganiser politiquement le parti des travailleurs.

Il est un élément de succès que ce parti possède : il a le nombre ; mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. L'expérience du passé nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels qui doivent exister entre les travailleurs des différents pays et les exciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées. C'est poussés par cette pensée que les travailleurs de différents pays, réunis en un meeting public à Saint-Martin's hall, le 28 septembre 1864, ont résolu de fonder l'Association internationale.

Une autre conviction encore a inspiré ce meeting.

Si l'affranchissement des travailleurs demande, pour être assuré, leur concours fraternel, comment peuvent-ils remplir cette grande mission, si une politique étrangère, mue par de criminels desseins et mettant en jeu les préjugés nationaux, répand dans des guerres de pirates le sang et l'argent du peuple ? Ce n'est pas la prudence des classes gouvernantes de l'Angleterre, mais bien l'opposition de la classe ouvrière à leur criminelle folie, qui a épargné à l'Europe occidentale l'infamie d'une croisade pour le maintien et le développement de l'esclavage de l'autre côté de l'Océan. L'approbation sans pudeur, la sympathie dérisoire ou l'indifférence idiote, avec lesquelles les classes supérieures d'Europe ont vu la Russie saisir comme une proie les montagnes-forteresses du Caucase et assassiner l'héroïque Pologne, les empiètements immenses et sans obstacles de cette puissance barbare dont la tête est à Saint-Petersbourg et dont on retrouve la main dans tous les cabinets d'Europe, ont appris aux travailleurs qu'il leur fallait se mettre au courant des mystères de la politique internationale, surveiller la conduite diplomatique de leurs gouvernements respectifs, la combattre, au besoin, par tous les moyens en leur pouvoir et enfin, lorsqu'ils seraient impuissants à rien empêcher, s'entendre pour une protestation commune et revendiquer les lois de la morale et de la justice qui doi-

vent gouverner les relations des individus, comme la règle suprême des rapports entre les nations.

Combattre pour une politique étrangère de cette nature, c'est prendre part à la lutte générale pour l'affranchissement des travailleurs.

Prolétaires de tous pays, unissez-vous !

CONGRÈS OUVRIER.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

RÈGLEMENT PROVISOIRE.

Considérant :

Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes; que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous des droits et des devoirs égaux et anéantir la domination de toute classe ;

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de sa servitude politique, morale, matérielle ;

Que l'émancipation économique des travailleurs est conséquemment le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ;

Que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué, faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays, et d'une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées ;

Que l'émancipation du travail n'étant un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels la vie moderne existe et nécessite pour sa solution leur concours théorique et pratique ;

Que le mouvement qui reparaît parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et les pousse à combiner immédiatement leurs efforts encore isolés ;

Par ces raisons :

Les soussignés, membres du Conseil élu par l'Assemblée tenue le 28 septembre 1864, à Saint-Martin's Hall, à Londres, ont pris les mesures nécessaires pour fonder : *l'Association internationale des Travailleurs*.

Ils déclarent que cette Association internationale ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes : la *Vérité*, la *Justice*, la *Morale*, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité.

Ils considèrent comme un devoir de réclamer pour tous les droits d'homme et de citoyen. Pas de devoirs sans droits.

C'est dans cet esprit qu'ils ont rédigé le règlement provisoire de *l'Association internationale*.

Art. 1^{er}. Une association est établie pour procurer un point central de communication et de coopération entre les ouvriers des différents pays aspirant au même but, savoir : le Concours mutuel, le Progrès et le complet Affranchissement de la classe ouvrière.

Art. 2. Le nom de cette Association sera : *Association internationale des Travailleurs*.

Art. 3. En 1866 aura lieu la réunion d'un Congrès général. Ce Congrès devra faire connaître à l'Europe les communes aspirations des ouvriers. Arrêter le règlement définitif de l'Association internationale. Examiner les meilleurs moyens pour assurer le succès de son travail et élire

le Conseil central de l'Association. Le Congrès se réunira une fois l'an.

Art. 4. Le Conseil central siégera à Londres et se composera d'ouvriers représentant les différentes nations faisant partie de l'Association internationale. Il prendra dans son sein, selon les besoins de l'Association, les membres du bureau, tels que Président, Secrétaire général, Trésorier et Secrétaires particuliers pour les différents pays.

Art. 5. A chaque Congrès annuel, le Conseil général fera un rapport public des travaux de l'année. En cas d'urgence, il pourra convoquer le Congrès avant le terme fixé.

Art. 6. Le conseil général établira des relations avec les différentes associations d'ouvriers, de telle sorte que les ouvriers de chaque pays soient constamment au courant des mouvements de leur classe dans les autres pays; — Qu'une enquête sur l'état social soit faite simultanément et dans un même esprit; — Que les questions proposées par une Société, et dont la discussion est d'un intérêt général, soient examinées par toutes, et que lorsqu'une idée pratique ou une difficulté internationale réclamerait l'action de l'Association, celle-ci puisse agir d'une manière uniforme. Lorsque cela lui semblera nécessaire, le Conseil central prendra l'initiative des propositions à soumettre aux Sociétés locales ou nationales.

Art. 7. Puisque le succès du mouvement ouvrier ne peut être assuré dans chaque pays que par la force résultant de l'union et de l'association; — que, d'autre part, l'utilité du Conseil central dépend de ses rapports avec les sociétés ouvrières, soit nationales ou locales, les membres de l'Association internationale devront faire tous leurs efforts, chacun dans son pays, pour réunir en une association nationale les diverses sociétés d'ouvriers existantes, ainsi que pour créer un organe spécial.

Il est sous-entendu cependant que l'application de cet article dépendra des lois particulières de chaque pays, et que, abstraction faite de ces obstacles légaux, chaque Société locale indépendante aura le droit de correspondre directement avec le Conseil central de Londres.

Art. 8. Jusqu'à la première réunion du Congrès ouvrier, le Conseil élu en septembre agira comme Conseil central provisoire. Il essaiera de mettre en communication les Sociétés ouvrières de tous pays. Il groupera les membres du Royaume-Uni. Il prendra les mesures provisoires pour la convocation du Congrès général, il discutera avec les Sociétés locales ou nationales les questions qui devront être posées devant le Congrès.

Art. 9. Chaque membre de l'Association internationale, en changeant de pays, recevra l'appui fraternel des membres de l'Association.

Art. 10. Quoique unies par un lien fraternel de solidarité et de coopération, les sociétés ouvrières n'en continueront pas moins d'exister sur les bases qui leur sont particulières.

*Pour le Conseil général de l'Association internationale
des travailleurs.*

Le président,

ODGER.

Le secrétaire général,

CREMER.

Le trésorier,

WHEELER.



Association internationale des Travailleurs.

Les questions suivantes seront discutées dans le prochain Congrès :

- 1° Organisation de l'Association internationale ;
- 2° Combinaison des efforts, par le moyen de l'Association, pour la lutte du travail contre le capital ;
- 3° Réduction des heures de travail ;
- 4° Travail des femmes et des enfants ;
- 5° Sociétés ouvrières (*trade's unions*), leur passé, leur présent, leur avenir ;
- 6° Travail coopératif ;
- 7° Impôts directs et indirects ;
- 8° Institution internationale du crédit ;
- 9° De la nécessité d'anéantir l'influence russe en Europe par l'application du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et la reconstitution d'une Pologne sur des bases démocratiques et sociales ;
- 10° Des armées permanentes dans leurs rapports avec la production ;
- 11° Des idées religieuses, leur influence sur le mouvement social, politique et intellectuel ;
- 12° Établissement des sociétés de secours mutuels. Appui moral et matériel accordé aux orphelins de l'Association.

N. B. *Pour toutes les correspondances et renseignements s'adresser à Monsieur Dupont, ouvrier en instruments de musique. — Londres, Great Newport street, n° 44. Leicester square.*